

# Formulaire d'avant-projet

## Appel à projets « économie circulaire »

### Entité porteuse du projet

Nom de l'entité : \_\_\_\_\_

Statut juridique : \_\_\_\_\_

Secteur d'activité (code NOGA pour les entreprises si disponible) : \_\_\_\_\_

Activité principale : \_\_\_\_\_

Nombre d'emplois (EPT) : \_\_\_\_\_

### Siège social

Adresse : \_\_\_\_\_

NP : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Site web : \_\_\_\_\_

### Personne de contact

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Fonction : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_\_

Adresse e-mail : \_\_\_\_\_



## Description du projet

Nom provisoire du projet :

---

Domaine d'application du projet :

- ☐ Industrie
- ☐ Construction
- ☐ Économie circulaire citoyenne

Résumé et objectifs du projet :

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

Comment le projet contribue-t-il à l'économie circulaire dans le Jura ?

---

---

---

---

---

Quels impacts sociaux et environnementaux positifs le projet pourra-t-il apporter ?

---

---

---

---

---

Étapes et période de réalisation envisagées pour le projet :

---

---

---

---

---

Partenaires impliqués dans le projet et leur rôle :

Nom de l'entité	NP, Ville / Canton	Secteur d'activité	Rôle dans le projet
<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>

Estimations budgétaires sur 3 ans, en précisant, a minima, le co-financement des partenaires et le montant de la subvention cantonale demandé.

Si disponibles, les informations suivantes pourront également être indiquées : chiffrage budgétaire par étape du projet et/ou par équipement, détail du co-financement par partenaire du groupement et de la nature de la contribution (financière, temps passé, mises à disposition, etc.).

Le chiffrage budgétaire pourra être présenté sous forme de texte ou de tableau coûts/ressources, à la discrétion des porteurs de projet.

---

---

---

---

---

### **Pièces à fournir pour l'évaluation d'avant-projet**

- Le présent formulaire d'avant-projet dûment complété et signé par la Direction
- L'attestation d'engagement à respecter les salaires usuels et l'égalité entre femmes et hommes, ainsi qu'à se soumettre aux contrôles dûment complétée et signée par la Direction
- Optionnel : une illustration ou autre support en format libre en annexe

Lieu et date :

Signature de l'entité porteuse du projet :

---

---

Attestation - Égalité Salaire Homme-Femme

# Engagement à respecter les salaires usuels et l'égalité entre femmes et hommes, ainsi qu'à se soumettre aux contrôles

## Coordonnées

Raison sociale de l'entreprise : \_\_\_\_\_

Siège / localité : \_\_\_\_\_

Personne de contact : \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

## Législation Applicable

Constitution fédérale (RS 101)

• **Art. 8 al. 3** L'homme et la femme sont égaux en droit. La loi pourvoit à l'égalité de droit et de fait, en particulier dans les domaines de la famille, de la formation et du travail. L'homme et la femme ont droit à un salaire égal pour un travail de valeur égale.

Loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes (RS 151.1)

• **Art. 3 al. 1** Il est interdit de discriminer les travailleurs en raison du sexe, soit directement, soit indirectement, notamment en se fondant sur leur état civil ou leur situation familiale ou, s'agissant de femmes, leur grossesse.

• **al. 2** L'interdiction de toute discrimination s'applique notamment à l'embauche, à l'attribution des tâches, à l'aménagement des conditions de travail, à la rémunération, à la formation et au perfectionnement professionnels, à la promotion et à la résiliation des rapports de travail.

• **al. 3** Ne constituent pas une discrimination les mesures appropriées visant à promouvoir dans les faits l'égalité entre femmes et hommes.

Loi sur le développement de l'économie cantonale (RSJU 901.1)

• **Art. 12a al. 1** Le bénéficiaire d'une aide financière au sens de la présente loi s'engage, pendant toute la durée de l'aide, à respecter la convention collective de la branche, à défaut les conditions de travail en usage dans la région, ainsi que la législation sur l'égalité entre femmes et hommes conformément aux dispositions légales.

- **al. 3** Si les conditions de l'alinéa 1 ne sont pas respectées, l'aide financière peut être suspendue, supprimée ou soumise à restitution

Ordonnance relative au contrôle du respect des conditions d'octroi des aides financières en matière de développement économique (RSJU 901.61)

- **Art. 4 al. 3** Le bénéficiaire de l'aide est tenu de fournir au Service de l'économie et de l'emploi tout renseignement ou document nécessaire au contrôle.

- **Art. 7 al. 1** Les conditions d'octroi de l'aide sont réputées non respectées en particulier dans les cas suivants :

- Lorsqu'il existe, en matière de salaire, de durée du travail ou de vacances, un écart, au détriment de l'employé, entre les dispositions de la convention collective de travail ou les conditions de travail en usage et ce dont bénéficie l'employé, sans que cet écart ne soit compensé ni ne s'explique objectivement ;
- Lorsque l'égalité entre femmes et hommes dans les rapports de travail n'est pas respectée, notamment suite à une discrimination à raison du sexe ;
- Lorsque l'employé subit du harcèlement sexuel ou tout autre comportement fondé sur l'appartenance sexuelle, dûment constaté, qui porte atteinte à la dignité de la personne sur son lieu de travail ;
- Lorsque le bénéficiaire de l'aide recourt au travail au noir.

- **al. 2** L'interdiction de discrimination entre femmes et hommes s'applique notamment à l'embauche, à l'attribution des tâches, à l'aménagement des conditions de travail, à la rémunération, à la formation et au perfectionnement professionnels, à la promotion et à la résiliation des rapports de travail.

- **al. 3** Le fait de ne pas fournir les renseignements ou les documents nécessaires au contrôle est assimilable au non-respect des conditions d'octroi de l'aide.

- **Art. 8 al. 1** En cas de non-respect des conditions d'octroi de l'aide, le Service de l'économie et de l'emploi fixe au bénéficiaire concerné un délai pour corriger la situation. Le versement de l'aide est suspendu durant ce délai.

- **al. 2** Si la situation n'est pas corrigée dans le délai imparti, le Service de l'économie et de l'emploi supprime l'aide et, lorsqu'elle a déjà été versée en tout ou partie, en ordonne la restitution.

- **al. 3** La compétence du Gouvernement pour révoquer un privilège fiscal est réservée.

**L'entreprise susmentionnée s'engage à respecter les salaires usuels et le principe de l'égalité femmes-hommes, ainsi qu'à se soumettre aux contrôles, conformément aux dispositions légales susmentionnées.**

Lieu et date :

Signature de l'entité porteuse du projet :

---

---